

COMMUNE D'OUFFET

CONVOCAZIONE DU CONSEIL COMMUNAL C.D.L.D.

Art.L1122-11 Le Conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année le conseil s'est réuni moins de 10 fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 1122-12, alinéa 2, pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil.

Art.L1122-12 Le Conseil est convoqué par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège des Bourgmestre et Echevins est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art.L1122-13 §1^{er} Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§2 Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement des membres du Conseil Communal, dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le Secrétaire Communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux Conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art.L1122-15 Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le Président.

Art.L1122-17 Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Cependant si l'Assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les 2^{ème} et 3^{ème} convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la 2^{ème} fois ou pour la 3^{ème} fois que la convocation a lieu; en outre, la 3^{ème} convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Le 08 juin 2015

A «Titre» «Prénom» «Nom», «Poste»,

Conformément aux articles L1122-11 et L1122-12 du CDLD, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil Communal qui aura lieu à la Maison communale d'OUFFET le **19 juin 2015 à 18H00' (DIX-HUIT HEURES ZERO ZERO°**.

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

ORDRE DU JOUR.

Première convocation.

SEANCE PUBLIQUE :

1. Comptabilité fabricienne – Modification n°1 ex. 2015 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin (Warzée) – Approbation : décision à prendre.
2. Comptabilité fabricienne – Budget ex. 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin (Warzée) – Approbation : décision à prendre
3. GAL/Province- Projet de candidature à Pollec 2 : décision à prendre.
4. Service régional d'incendie – Redevance 2013 (frais admissibles 2012) – Décompte effectué par le service provincial « Incendie » - Approbation : décision à prendre.
5. Zone de secours III Huy-Hamoir – Projet de règlement incendie : décision à prendre.
6. Comptes ex. 2014 du CPAS d'Ouffet – Approbation : décision à prendre.
7. Modification budgétaire n°1 ex. 2015 du CPAS – Approbation : décision à prendre.
8. Comptes ex. 2014 de la Commune d'Ouffet – Approbation : décision à prendre.
9. Ancien cimetièrre d'Ouffet – Renouvellement des concessions ayant fait l'objet d'une demande de renouvellement : décision à prendre.
10. Parc artisanal – Vente d'une parcelle à la Société GESTRAFOR – Décision de principe – Délégation au Comité d'Acquisition pour finaliser la procédure : décision à prendre.
11. Police : divers arrêtés pris depuis 26/05/2015 : ratification.

SEANCE A HUIS CLOS:

12. Mise à la pension au 01/10/2015 d'un agent communal statutaire : décision à prendre.
13. Demande(s) de concession de terrain de sépulture, déc. à prendre.

Par le Collège,

Le Directeur général,
Henri LABORY

La Bourgmestre,
Caroline MAILLEUX